

PJ N°22-A DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS POUR LA CREATION D'UN NOUVEAU FORAGE

- Demande du 16/02/2023

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

REALISATION D'UN FORAGE A LA LANDEC (22)

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

EARL DU CHESNAY CHEL

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

Monsieur Stéphane DANIEL

RCS / SIRET

3 9 0 9 0 3 8 3 9 0 0 0 1 2

Forme juridique

EARL

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
27. Forages en profondeur, notamment les forages géothermiques, les forages pour l'approvisionnement en eau, à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols a) forage d'une profondeur égale ou supérieure à 50m	Forage de 60m de profondeur Rubrique 1.1.1.0 de l'article R.214-1 du code de l'environnement Forage de plus de 50m de profondeur selon la catégorie 27a) de l'article R122-2 du code de l'environnement.

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le pétitionnaire est pas classé ICPE. Il souhaite faire réaliser un forage vertical dans l'objectif d'alimenter le cheptel (bovins), ceci pour un volume annuel de 3600 m3/an (4 m3/h - 2,5 h/j - 365 j/an).

Il est actuellement alimenté par un forage qui doit être rebouché en raison de la future construction d'un bâtiment d'élevage (l'ancien forage serait alors trop près de ce bâtiment).

Le forage prévoit d'exploiter la nappe 187AA02 selon le référentiel LISA (Socle métamorphique dans les bassins versants de l'Arguenon et de la Rosette de leurs sources à la mer).

Le forage fera 60 m de profondeur et sera équipé en tubage plein et crépine sur toute sa longueur. Une cimentation de tête sera réalisée sur 10 m de profondeur à l'extrados du tubage interne. Des essais de pompage seront réalisés après les travaux, ceci afin de définir le débit critique de l'ouvrage et afin de tester la productivité de la nappe et valider l'aire d'alimentation de l'exploitation du forage.

Le pétitionnaire n'est pas propriétaire de la parcelle d'implantation du forage, mais il a obtenu l'autorisation du propriétaire

4.2 Objectifs du projet

Il s'agit de l'abreuvement du cheptel.

Ceci consiste à exploiter la nappe souterraine pour sécuriser l'alimentation de l'exploitation agricole

Le contrôle du niveau dans le forage sera rendu possible par la mise en place d'un tube guide-sonde conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003. Le contrôle des volumes prélevés sera rendu possible par la mise en place d'un compteur volumétrique en sortie de forage

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Mise en place d'une foreuse et d'un compresseur pendant 2 jours environ. Foration au marteau fond de trou. Mise en place d'un tubage PVC dans l'ouvrage et cimentation extérieure

Le projet consiste en la réalisation d'un forage d'eau d'environ 60 m de profondeur (la profondeur de cimentation pourra être variable selon les résultats de la foration mais elle sera au minimum de 10m). Selon le débit rencontré, il sera possiblement nécessaire de procéder à la réalisation de un ou plusieurs sondages.

Le descriptif des travaux est le suivant :

- 1-Mise en place d'une foreuse et d'un compresseur pendant 2 jours environ
- 2-Foration au marteau fond de trou
- 3- Mise en place d'un tubage de captation (parties pleines et crépinées en base). Les profondeurs sont variables selon les profondeurs des arrivées d'eau rencontrées.
- 4- cimentation à l'extrados du tubage précité
- 5- réalisation de pompages d'essais
- 6- équipement définitif du forage (pompe, tube guide-sonde, dalle de protection, capot fermé à clé)

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Ce forage exploitera la nappe à l'aide d'une pompe immergée selon les volumes définis au 4.1 et 6.1 (1)

Le projet se situe dans un environnement agricole, à plus de 35 m de toute habitation et bâtiments agricoles.

La pompe de forage sera alimentée électriquement (pas d'usage de moteur utilisant des hydrocarbures)

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet ne relève pas du régime de l'autorisation, mais du régime déclaratif selon le code de l'environnement.

La rubrique concernée est la n°1.1.1.0 de l'article R214-1 du code de l'environnement, applicable pour toute réalisation de forage de plus de 1000 m3/an

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Forage équipé tube PVC avec sa dalle béton.	Dalle de 3 m2 - hauteur maxi 50cm Diamètre foration : 165mm Diamètre tubage : 125 mm

4.6 Localisation du projet**Adresse et commune(s)
d'implantation**

le chesnay chel
22 La Landec

Section : ZH
Parcelle : 45

Coordonnées géographiques¹

Long. 0 2° 11' 15" 30W Lat. 4 8° 25' 00" 40N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b)
et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b),
22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a) et b) de
l'annexe à l'article R. 122-2 du
code de l'environnement :

Point de départ :

Long. _ ° _ ' _ " Lat. _ ° _ ' _ "

Point d'arrivée :

Long. _ ° _ ' _ " Lat. _ ° _ ' _ "

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation
environnementale ?

Oui ☐

Non ☒

Non concerné

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les
différentes composantes de votre projet et
indiquez à quelle date il a été autorisé ?

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	à 1,5 km : ZNIEFF DE TYPE I Identifiant : 00000050 Nom : ETANG DE BEAULIEU
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	à 12 km : SITE NATURA 2000 Identifiant : FR5300061 Nom : Estuaire de la Rance
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	-Volume de 3600 m3/an (sous réserve d'un débit suffisant) exploité sur 365 jours/ an, débit 4 m3/h -le forage voisin le plus proche est à 120 m (Code BSS000VPZK : forage d'eau de 61m) - rayon d'action de 107m n'ayant pas d'impact sur des forages voisins, ni sur des cours d'eau (situé à 318m), ni de zones humides (située à 130m) Impact très limité sur la ressource en eau du fait de la forte profondeur de l'ouvrage et surtout il s'agit d'un remplacement de forage sans augmentation de volume
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Impact négligeable au regard des prélèvements envisagés et du fait de la profondeur notable du forage. Un pompage d'essai permettra de définir l'impact réel sur le voisinage
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	un dossier d'incidence au titre de la rubrique 1.1.1.0 du code de l'environnement sera déposé auprès de la DDT, il comportera une analyse des impacts du projet sur la ressource souterraine, les eaux de surface, les zones humides, ainsi que sur le patrimoine naturel
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le forage se situe à 12 km de la zone Natura la plus proche. Aucun habitat ne sera dégradé ou détruit.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Non le forage a un rayon de protection de 35m comme le demande la réglementation. Aucun épandage ou source de pollution n'est, et ne sera, présente dans ce rayon. Par ailleurs le dispositif hydraulique associé au forage garantira l'absence de relations avec le réseau de distribution publique. Afin d'empêcher toute pollution des eaux souterraines, une cimentation de l'espace annulaire entre le terrain et le tubage sera réalisée.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il s'agit de l'amenée et du repli du matériel de forage. cet impact est donc temporaire
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Nuisances sonores seulement en phase travaux (1-2 jours). Cet impact est temporaire. le forage est exploité par une pompe électrique immergée (aucun bruit)

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Vibrations seulement en phase travaux (1 à 2 jours) en raison de l'utilisation d'un outil percutant (marteau fond de trou). l'impact est temporaire
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les rejets sont ceux dus au moteur thermique de la foreuse et du compresseur, cet impact est temporaire, ne durant que le temps du chantier de foration.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Rejet des boues de forages seulement en phase travaux (temporaire). Boues non polluées, épandues au sol. La qualité de l'eau ne sera pas perturbée car il n'y aura pas de rejet et les eaux ne pourront s'infiltrer via l'ouvrage grâce à une cimentation en profondeur. Afin de préserver la qualité de l'eau des nappes souterraines, une cimentation de l'espace annulaire entre le terrain et le tubage sera réalisée.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Boues (eau + cuttings) seulement pendant la phase de travaux. Les eaux sont décantées (bassins faits au sol) pendant les travaux afin de ne rejeter que des eaux filtrées, décantées. Cet impact ne dure que le temps des travaux
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les boues de forages sont des broyats de la roche initialement en place. cette roche n'est pas polluée

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

Non concerné.

La zone d'implantation du forage se situe à 12 km d'une zone Natura 2000, aucun habitat ne sera dégradé ou détruit.
La qualité de l'eau ne sera pas perturbée (pas de rejet) et la protection des eaux au niveau du forage est garantie par une cimentation.
Les pompages d'essai permettront de calculer le rayon d'influence définitif de l'ouvrage.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

le chantier de forage sera balisé et sécurisé. Le matériel est entretenu afin d'éviter les éventuels déversements accidentels d'hydrocarbures ou huiles hydrauliques.

Les eaux de forage sont canalisées vers un bac de rétention qui permet la décantation des eaux avant rejet dans le milieu naturel.

Le forage sera protégé par une margelle bétonnée de 3 m², avec un couvercle béton cadénassé. La tête de forage s'élèvera à 50cm au-dessus du terrain naturel et une cimentation tubage interne sera réalisée.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet doit être dispensé d'une évaluation environnementale car :

- il ne concerne pas de zones écologiques ou de zones protégées ;
- il est très restreint dans l'espace (forage et sa dalle de 3m²) ;
- il n'engendre pas d'impacts sur les cours d'eau, zones humides ou forages voisins, ni sur la santé humaine.
- le projet sera par ailleurs instruit au titre de la rubrique 1.1.1.0 du code de l'environnement par les service compétent

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à La Landec

le, 16/02/2023

Signature _____

Signature

Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

Figure 1 – Localisation du projet sur fond de carte IGN

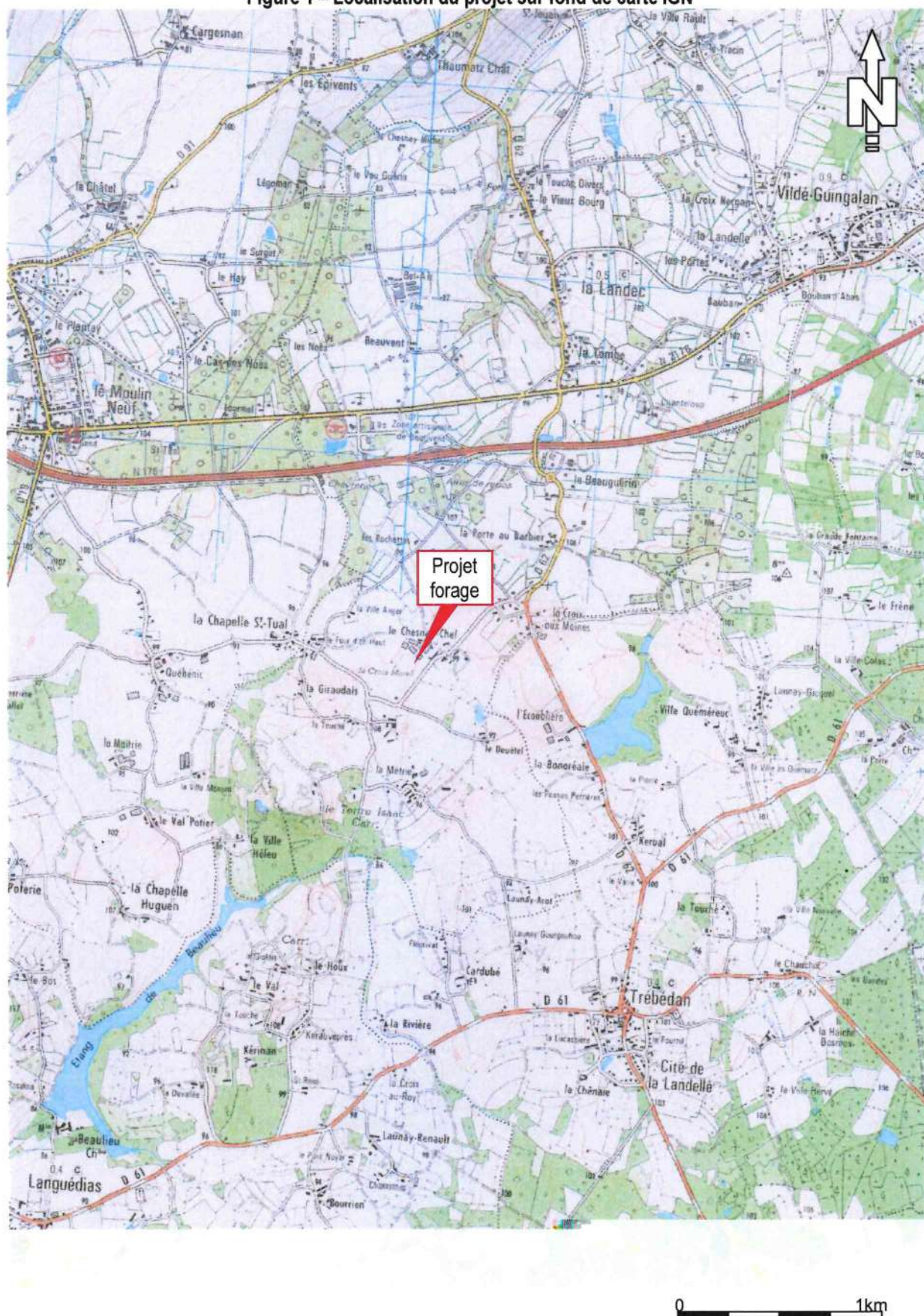
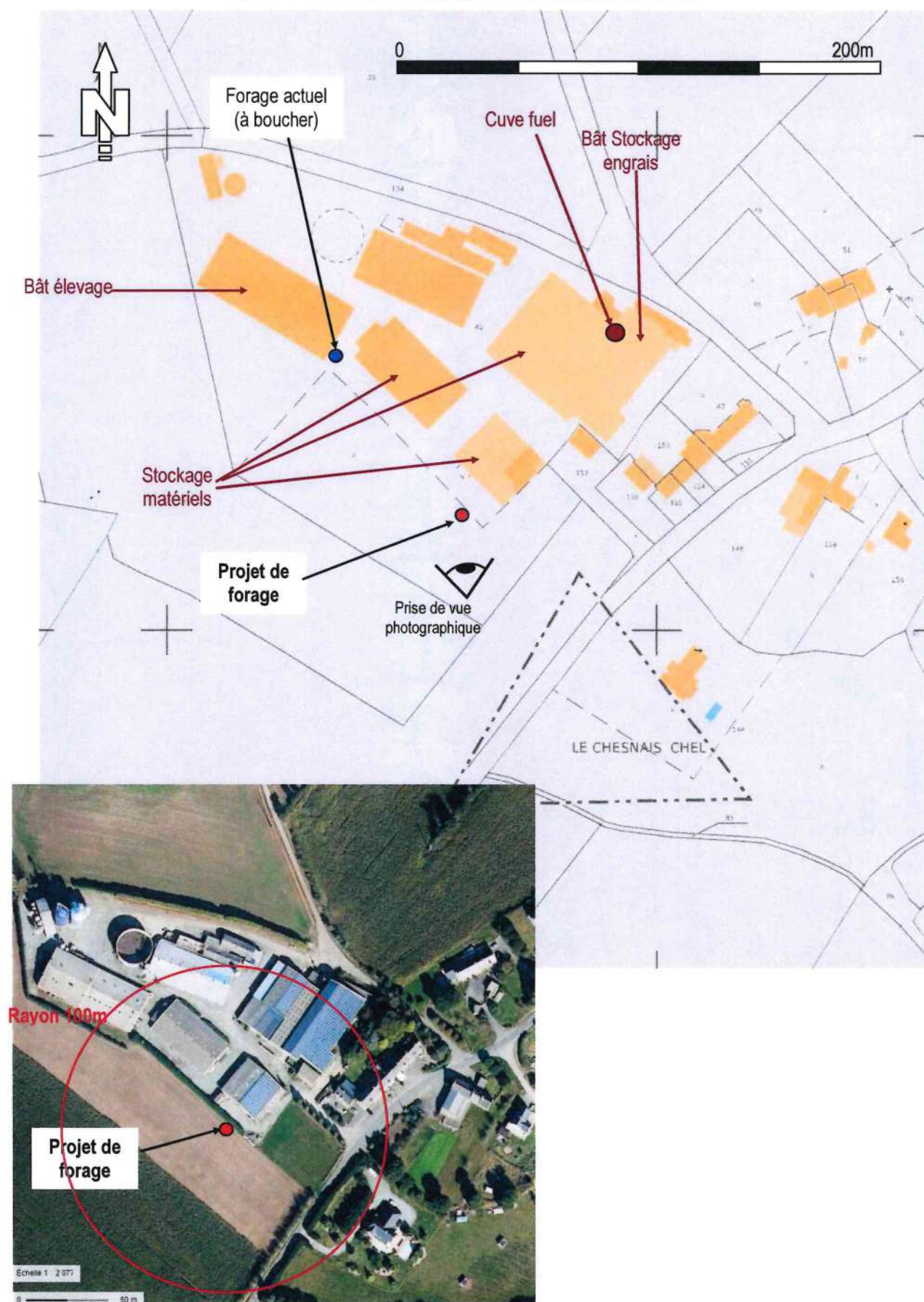
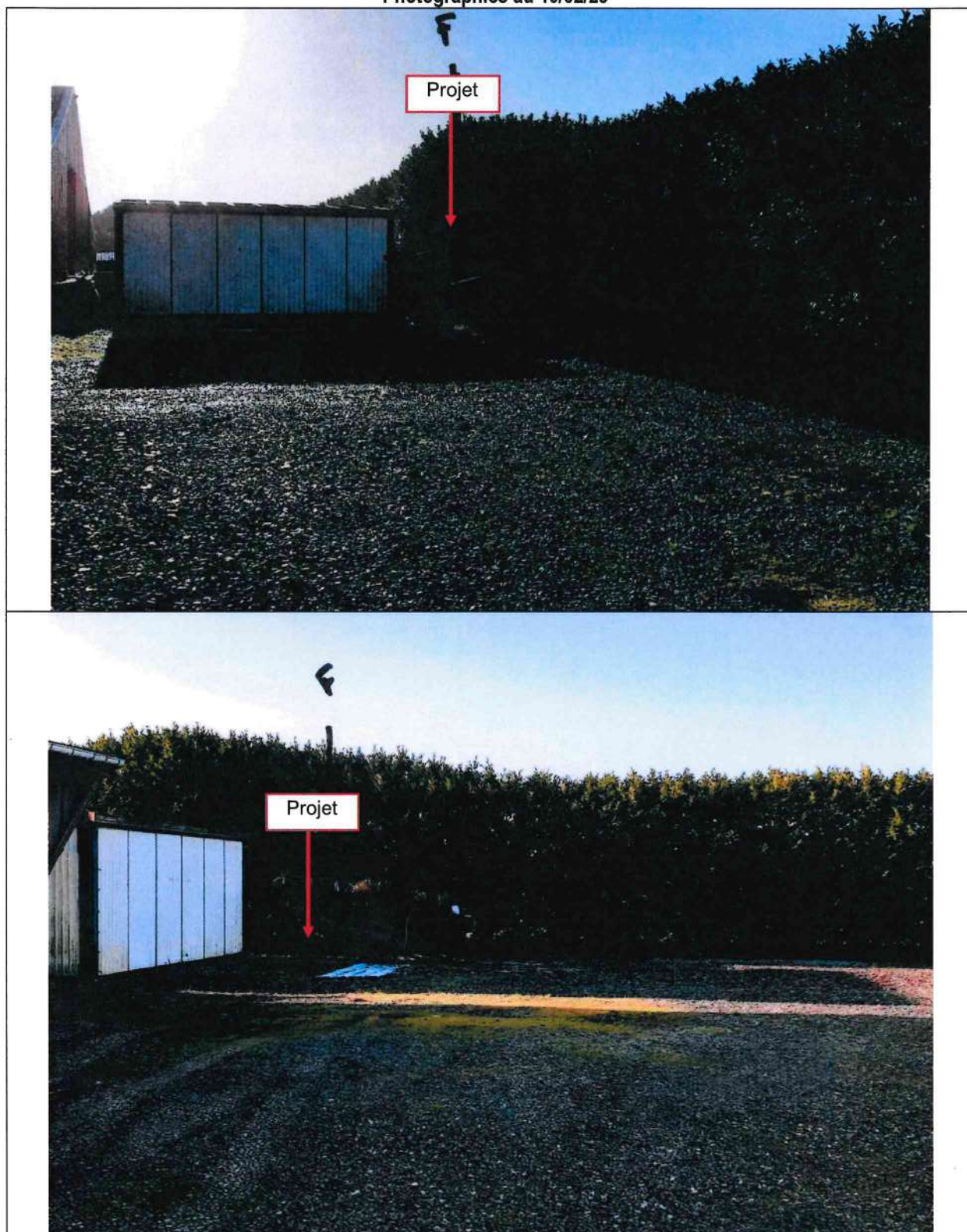


Figure 2 – Localisation du projet sur fond de plan cadastral



Plan à jour au 16/02/23

Photographies au 10/02/23



Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable
à la réalisation d'une étude d'impact

Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire
À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ DISTINCT
LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE
PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Personne physique

Nom		Prénom	
Adresse			
Numéro		Extension	
Nom de la voie			
Code Postal		Localité	
		Pays	
Tél.		Fax	
Courriel		@	

Personne morale

Nom	EARL DU CHESNAY CHEL	Prénom	
Adresse du siège social			
Numéro	20	Extension	
Nom de la voie	Le Chesnay chel		
Code postal	22980	Localité	La Landec
		Pays	France
Tél.	06.99.01.33.17	Fax	
Courriel	gaecduchesnay@bbox.fr	@	

Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande

Nom	DANIEL	Prénom	Stéphane
Qualité	Gérant		
Tél.	06.99.01.33.17	Fax	
Courriel		@	

En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

PJ N°22-B REPONSE DE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS POUR LA CREATION D'UN NOUVEAU FORAGE

- Arrêté du 3 juillet 2023



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

**Arrêté préfectoral du 03 IIIII 2023
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
EARL DU CHESNAY CHEL à La Landec**

Le préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu** la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** la preuve de dépôt du 23 décembre 2003 autorisant le GAEC DU CHESNAY CHEL à exploiter sur le site de « Le Chesnay Chel » à La Landec, un élevage bovin de 75 vaches laitières ;
- Vu** l'accusé réception du 25 avril 2019 pour le changement de nom du GAEC DU CHESNAY CHEL en EARL DU CHESNAY CHEL ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas n° 2023-22-0012 relative au projet de forage sur le territoire de la commune de La Landec, présentée par l'EARL DU CHESNAY CHEL, reçue le 7 juin 2023 et considérée complète le 22 juin 2023 et les plans joints ;

Considérant que ce projet relève des catégories fixée au tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement soit : n°27 a) – forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres ;

Considérant que la nature du projet de l'EARL DU CHESNAY CHEL consiste en un forage d'une profondeur de 60 m pour un prélèvement annuel prévisionnel de 3600 m³/an en vue de l'alimentation en eau de l'élevage bovin relevant du régime de la déclaration ;

Considérant que ce forage se situe sur les bassins versants de « l'Arguenon » et « la Rosette » ;

Considérant l'importance moyenne des volumes prélevés ;

Considérant qu'il convient afin d'éviter une concentration des prélèvements sur quelques sites notamment de production d'eau potable, de mobiliser avant tout les ressources locales dans le respect d'une gestion adaptée de la ressource en eau et de la préservation des milieux ;

Considérant la nécessité de sécuriser l'approvisionnement en eau des cheptels par la mobilisation d'une ressource en eau locale autre que celle issue uniquement du réseau d'eau public, quand cela est possible ;

Considérant les mesures de réductions des impacts potentiels du forage fixées par l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 relatif aux dispositions applicables, dans le département à la réalisation, l'entretien et l'exploitation de forages d'eau souterraine ;

Considérant la distance avec les forages voisins et la distance suffisante avec les milieux sensibles environnants ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement, le projet de réalisation d'un forage dans l'objectif d'alimenter en eau l'élevage bovin pour un volume annuel de 3600 m³/an pour l'EARL DU CHESNAY CHEL au lieu-dit « Le Chesnay Chel », est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans la demande (formulaire et ses annexes). Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé à M. le préfet des Côtes d'Armor à la direction départementale de la protection des populations au 9 rue du Sabot 22440 Ploufragan et formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur Internet.

Article 5 : Affichage

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture des Côtes d'Armor et transmis pour conservation au pétitionnaire.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor et la directrice départementale de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives.

Saint-Brieuc, le **03 JUL. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a horizontal line.

David COCHU

02 000 5053

PJ N°23 DEMANDE DE VALIDATION AUPRES DU SDIS –
DOSSIER TECHNIQUE

- Copie du courrier
- Dossier technique transmis (hors plans de masse)



SDIS 22
Groupeement opération
Service prévention
A l'attention du Commandant Lucas
13 rue de Guernesey
22 015 SAINT BRIEUC Cedex1

Le 25 septembre 2023

Objet : Demande de validation d'une réserve incendie – EARL DU CHESNAY CHEL

Monsieur,

L'EARL du Chesnay Chel exploite un élevage de porcs au lieu-dit le Chesnay Chel sur la commune de LA LANDEC. Dans le cadre d'un projet d'extension l'exploitant M. Stéphane DANIEL doit déposer un dossier installation classée soumis à enregistrement.

Ce dossier sera prochainement instruit au sein de la DDPP 22.

Sur ce site d'élevage, il est proposé la conversion d'une fosse agricole inutilisée de 110 m3 en moyen de DECI, complétée par l'utilisation d'une borne incendie communale et d'un étang, tous deux référencés comme points incendie.

Nous sollicitons ainsi votre avis concernant le projet. Vous trouverez ci-joint :

- dossier de proposition de DECI,
- un plan de localisation de l'élevage sur extrait de carte IGN,
- une vue aérienne,
- un plan de masse.

Restant à votre disposition pour plus de renseignements, veuillez recevoir, Monsieur, mes salutations distinguées.

Pour Aquasol,
Aurélie Chrétien,
Chargée d'étude
02 99 83 15 21
a.chretien@aqua-sol.fr

DEMANDE DE VALIDATION DE DECI

SDIS 22

EARL DU CHESNAY CHEL – Commune de LA LANDEC

Projet : AUGMENTATION DES EFFECTIFS PORCINS

REFERENCE AQUASOL:	23_2961	
NUMERO DE VERSION	DATE	MODIFICATIONS
1	Septembre 2023	Version initiale

Etude réalisée par : Aurélie Chrétien

Coordonnées : AQUASOL

Espace Monniais - 48 rue de Bray
35510 CESSON-SEVIGNE
02 99 83 15 21
a.chretien@aqua-sol.fr

Cette étude a été réalisée avec la participation de l'exploitant agricole : M. Stéphane DANIEL.

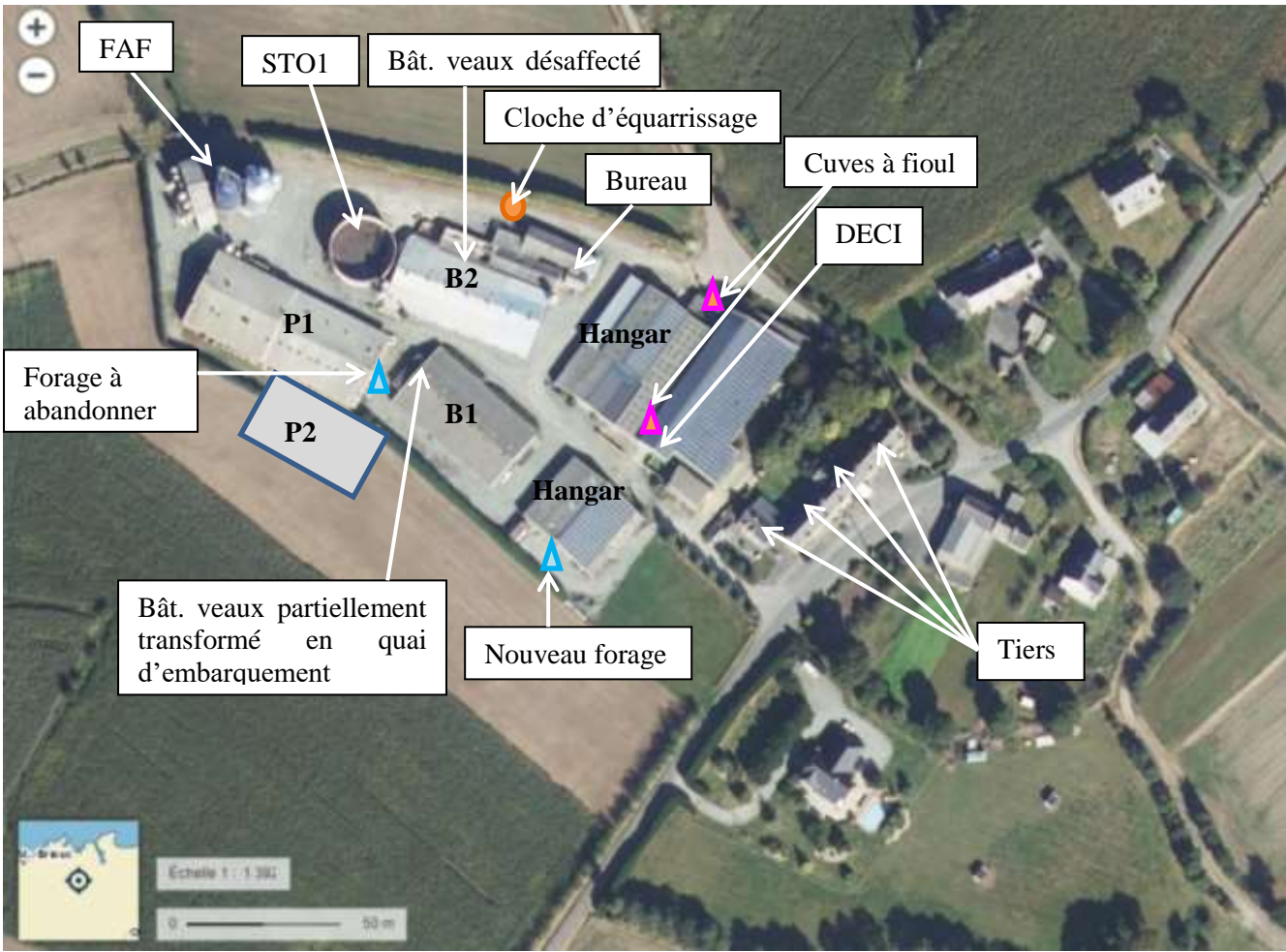
1. **PRESENTATION DU SITE D'ELEVAGE**

1.1. **SITE ACTUEL**

Le siège social de l’EARL du Chesnay Chel, représenté par M. DANIEL Stéphane, est situé à l’adresse : Le Chesnay Chel – commune de LA LANDEC. Des bâtiments d’élevage sont existants sur ce site : une porcherie accueillant des porcelets sevrés et des porcs à l’engraissement ; un bâtiment veaux de boucherie actuellement en service ; un ancien bâtiment pour veaux de boucherie, à l’arrêt. Egalement des hangars de stockage de lisier et de matériel sont présents. Enfin, une FAF est en place ainsi que les cellules de stockage des matières premières et des aliments.

Les installations sont localisées sur la parcelle suivante.

Commune	Section	Numéro
LA LANDEC	ZH	45



VUE AERIENNE DU SITE DE LE CHESNAY CHEL

1.2. **PROJET**

Son projet consiste à :

- arrêter l’atelier veaux de boucherie (départ du dernier lot : février 2024) ; cet atelier bénéficiait d’une autorisation de 372 places d’après l’arrêté du 16/09/2010 ;
- construire une nouvelle porcherie de 700 places en engraissement, 200 places en post-sevrage.

Les animaux seront logés sur caillebotis intégral, le lisier sera collecté en préfosse puis dirigé vers la fosse extérieure. Une partie d'un bâtiment anciennement dédié à l'élevage de veaux sera transformée en quai d'embarquement. L'ancien quai sera réaménagé afin d'accueillir des porcs en engraissement : 77 places seront créées. Ce projet s'accompagne d'une demande de permis de construire.

P1 : porcherie existante. 360 places en post-sevrage et 1037 places pour porcs à l'engraissement. Salles sur caillebotis intégral, préfosse de collecte du lisier, 190 m3 utiles. Le lisier est dirigé vers la fosse extérieure STO1. Le quai d'embarquement actuel sera converti en places d'engraissement (77 places).

P2 : porcherie en projet. 200 places en post-sevrage et 700 places pour porcs à l'engraissement. Salles sur caillebotis intégral, préfosse de collecte du lisier, 1048 m3 utiles. Le lisier sera dirigé vers la fosse extérieure STO1. Ventilation dynamique, entrée d'air au pignon, plafond diffuseur ; extraction haute par cheminées côté post-sevrage, extraction basse par cheminées côté engraissement. Isolation Styrodur 50 mm. Couverture fibre de ciment, bardage acier laqué vert. Les animaux seront nourris par soupe et par alimentation sèche. La lumière naturelle sera complétée par des éclairages aux néons LED.

B1 : ancien bâtiment veaux de boucherie. Conversion d'une partie du bâtiment en quai d'embarquement.

B2 : bâtiment veaux de boucherie, 372 places. Arrêt de la production après projet.

La construction de P2 nécessite la suppression d'une haie de lauriers palme en place (65 ml). Elle sera compensée par la mise en place d'une nouvelle haie de type haie bocagère composée d'essences locales, le long de ce même bâtiment. La longueur sera au moins égale à celle supprimée.

STO1 : fosse circulaire semi-enterrée, non couverte, de 2545 m3 réels soit 2386 m3 utiles.

DECI : Une ancienne fosse rectangulaire en béton, enterrée non couverte, de 110 m3, sera convertie en réserve incendie. Une demande d'aménagement des prescriptions en présentée en annexe, afin de proposer ce moyen de DECI complété par la présence d'une borne incendie située au niveau du lieu-dit le Désert, à 700 m par voie carrossable.

FAF : fabrique d'aliment à la ferme. Au total, le volume d'aliment stocké sur site sera de 1451 tonnes de céréales et 57 tonnes d'aliments finis.

	Capacité (t)	Volume (m3)
Maïs grain	700	1050
Blé	640	1088
Orge	35	60
Colza	35	60
Soja	35	56
Lin / féverolle	6	10
Minéraux	12	20
Aliment Nourrain	5	9
Aliment croissance	8	14
Aliment finition	12	20
Aliment 1er âge	8	14
Aliment 2ème âge	12	20
TOTAL	1508	2420

Rubrique 2160 : seuil déclaration > 5000 m3 et < 15000 m3

STOCKAGE D'ALIMENTS SUR SITE

Une citerne de stockage du lactosérum de 50 m3 est également présente.

Cloche à équarrissage : les cadavres sont entreposés sous la cloche dans l'attente de leur enlèvement.

Cuve à fioul : une cuve à fioul est équipée d'une double paroi. Sa capacité est de 5000 litres. Une autre cuve de 1000 litres est également présente : un système de rétention sera mis en place. Cette dernière est utilisée par le groupe électrogène.

Citerne à gaz : actuellement présente à côté de B1, elle sera enlevée après l'arrêt de l'atelier veau de boucherie.

Forages : un forage est actuellement en place. Situé au pied du bâtiment P1, à moins de 35 m du projet P2, il sera abandonné après projet. Un nouveau forage sera mis en place. Il a fait l'objet d'un examen au cas par cas et ne fait pas l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.

Aucun tiers ne se situe à moins de 100 m du bâtiment en projet sur le site « Le Chesnay Chel ». Actuellement, des tiers se situent à moins de 100 m d'un bâtiment pour veaux de boucherie ; ce bâtiment sera désaffecté après projet et n'accueillera plus d'animaux.

Aucun bâtiments ou annexes d'élevage ne se situe à moins de 35 m d'un cours d'eau, plans d'eau ou puits.

Une demande de création de forage sera réalisée en parallèle de la demande ICPE. Ce nouvel ouvrage sera situé à plus de 35 m des bâtiments existants et en projet. L'ancien forage sera abandonné.

L'exploitation possède des panneaux solaires ; une partie est en autoconsommation et permet d'être autonome à hauteur de 15-20% de la consommation électrique.

2. ETUDE DECI : DETAIL DES BATIMENTS

2.1. MATERIAUX DE CONSTRUCTION UTILISES

Désignation projet	Type de bâtiment	Toiture	Murs	Sol
P1, P2	Porcherie	Fibro ciment	Béton, parpaings Bardage tôle	Bétonné + caillebotis

2.2. SURFACES DES BATIMENTS

Désignation projet	Cheptel après projet	Surface (m²)
P1	360 porcelets, 1114 porcs à l'engraissement	1600
P2	200 porcelets, 700 porcs à l'engraissement	1075

3. DECI PROPOSEE

Le site d'élevage disposera d'extincteurs adaptés au risque à combattre, localisés sur le plan de masse. Leur maintenance sera assurée par une société spécialisée.

Concernant la réserve incendie, celle-ci sera assurée par la conversion d'une fosse agricole inutilisée de 110 m³. Facile d'accès pour le pompage, située à moins de 200 mètres bâtiments d'élevage, cette réserve doit permettre de faciliter l'intervention des services de secours dans les zones rurales, non seulement pour les sites d'élevage, mais aussi pour le voisinage.



Il est proposé de compléter cette réserve par la présence d'une borne incendie située au niveau du lieu-dit le Désert, à 700 m par voie carrossable ; il existe également un plan d'eau référencé comme point d'eau incendie dans la base de données du SDIS 22, à 1.5 km du site d'élevage par voie carrossable.

LOCALISATION DES POINTS D'EAU INCENDIE PAR RAPPORT AU SITE DE LE CHESNAY CHEL – SOURCE : SDIS 22, GEOBRETAGNE

